



Centre d'Économie de la Sorbonne
UMR 8174 du CNRS
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
106-112 Bd. de l'Hôpital
75647 Paris cedex 13



La lettre du CES

<http://centredeconomiesorbonne.univ-paris1.fr/>

EDITO

La macroéconomie et la crise

par Jean-Olivier Hairault, Professeur à l'Université de Paris 1, PSE



Les macroéconomistes ont subi de sévères critiques depuis le déclenchement de la crise en 2007-2008. Trop d'efforts déployés à complexifier mathématiquement leur modèle, le recours trop systématique à l'hypothèse d'anticipations rationnelles et une tendance à laisser de côté les inefficiences « manifestes » qui se traduisent par des crises financières, de sévères récessions et du chômage persistant. Ces critiques souvent excessives reposent néanmoins sur des éléments de vérité.

Tandis que la macroéconomie des années 70 et 80 avait été extrêmement fructueuse pour donner des fondements théoriques aux défaillances des marchés traditionnellement mises en avant par la théorie keynésienne, les modèles d'équilibre général dynamiques et stochastiques, popularisés sous le nom de modèles DSGE, ont ensuite terriblement atténué le message et la portée de la macroéconomie keynésienne. Comme le reconnaît lui-même Tom Sargent dans une interview extrêmement intéressante pour la FED de Minneapolis en août 2010, ces modèles DSGE sont en fait adaptés pour décrire les fluctuations économiques en temps normal quand les marchés fonctionnent, certes avec certaines inefficiences, mais sans rupture radicale dans leur dynamique : pas de crises profondes, de risques d'effondrement de marchés dans ces modèles qui convenaient parfaitement à la période de la Grande Modération. Tom Sargent soutient à juste titre que les macroéconomistes étaient tout à fait armés pour comprendre la crise financière, mais il reconnaît implicitement que c'est grâce aux outils antérieurs aux modèles DSGE. Ainsi, les modèles macroéconomiques de *run* (Diamond and Dybvig (1983)) et d'aléa moral (Kareken and Wallace (1978)) touchant la sphère bancaire ont été développés avant l'avènement des modèles DSGE et de la macroéconomie initiée par Kydland et Prescott.

D'une certaine façon, les modèles DSGE ne pouvaient que valider, à leur corps défendant, la thèse de Robert Lucas selon laquelle les coûts des fluctuations sont négligeables. Certes, les règles de politique monétaire ont été affinées pour obtenir la meilleure combinaison entre *output gap* et inflation, mais dans un cadre où les récessions créaient leurs propres mécanismes de retour à la « normale ». Les banques centrales ont largement adopté ces modèles DSGE, sans toujours bien mesurer leur incapacité à saisir l'occurrence d'une crise durable et donc à proposer des recommandations de politique adaptées à ces périodes de baisse drastique de l'activité économique. On ne peut se contenter de disposer de recommandations de politique économique efficaces dans le cas d'épisodes conjoncturels mineurs, même s'ils sont la règle, et laisser de côté les situations de crises, même rares, car ce sont ces dernières qui sont très coûteuses en bien-être.

Reconnaissant très vite cette impasse, la macroéconomie au Centre d'économie de la Sorbonne, pourtant très impliquée dans les années 90 dans le développement des modèles DSGE en Europe, s'est rassemblée depuis une dizaine d'années autour des problématiques de plus long terme, liées à la croissance « verte », aux dimensions intergénérationnelles (fécondité endogène, retraite, dynamique par âge du chômage), et plus récemment à une intégration internationale de la macroéconomie. De cette orientation on peut se satisfaire car d'une part elle est le signe d'une certaine clairvoyance et d'autre part elle répond à une forte demande sociale liée à ces problématiques. Mais elle traduit également un certain renoncement à traiter ce qui peut être considéré comme le cœur de l'analyse macroéconomique : les propositions de politiques pour éviter, ou au moins limiter, les récessions. C'est pourquoi il faudra certainement, dans le futur, participer plus activement à ce travail de reconstruction de la macroéconomie des crises.

. Diamond DW, Dybvig PH (1983). "Bank runs, deposit insurance, and liquidity". *Journal of Political Economy* 91 (3): 401-419.

. Kareken, John H & Wallace, Neil, (1978). "Deposit Insurance and Bank Regulation: A Partial-Equilibrium Exposition," *The Journal of Business*, University of Chicago Press, vol. 51(3), pages 413-38, July.

. Thomas Sargent (2010). "Modern macroeconomics under attack", *Interview, Fed Minneapolis*.



Vivre et travailler plus longtemps : la retraite, à quel âge ?, Jean-Olivier Hairault, éd. Rue d'Ulm, 2012, Descartes & Cie, 2012.



Pour l'emploi des séniors : assurance chômage et licenciements, Jean-Olivier Hairault, éd. Rue d'Ulm, 2012 [opuscule du Cepremap n°28]

BLOC NOTES

Vidéos PLEASE 2012 en ligne ! Paris/Lycées - Exploration Annuelle en Sciences Economiques sur <http://ces.univ-paris1.fr/Please/Please2012/Videos-2012.htm>

Labex OSE PSE, volet formation, journées APSES 2013, 7 et 8 février, Paris 7e. Responsable scientifique : Jézabel Couppey-Soubeyran.

Doctoriales du Rief (économie et finance internationale), 28 et 29 mars 2013, MSE Paris 13e. Responsable scientifique : Agnès Bénassy-Quéré.

Factory Free Economy, 17, 18 et 19 juin 2013, MSE Paris 13e. Responsable scientifique : Lionel Fontagné.

L'économie de l'environnement : un champ de recherche au centre de tous les débats

Comment ne pas se passionner aujourd'hui pour l'économie de l'environnement ? Malgré la crise ? s'étonneront certains. Oui, et justement à cause de la crise économique actuelle. On ne peut justifier l'absence de stratégie environnementale par les contraintes qu'impose la crise économique, par les problèmes de croissance, d'emploi et de dette publique. Tous ces problèmes macroéconomiques sont liés entre eux mais ils le sont aussi aux questions de ressources naturelles, de place de l'économie dans la nature, de démographie et plus largement de développement durable. Et si la politique environnementale ne peut régler tous les problèmes à la fois (« un objectif / un instrument » aurait dit Tinbergen), elle est paradoxalement souvent partie de la solution.

Or on constate aujourd'hui un mouvement contraire. En France, lors du précédent quinquennat, après l'engouement initial autour du Grenelle de l'environnement, le thème a été relégué au rang de préoccupation mineure (« l'environnement, ça commence à bien faire » avait déclaré N. Sarkozy début 2010, trois mois après l'abandon de la taxe carbone). En Europe, malgré des avancées nettes en termes d'objectifs de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, d'amélioration de l'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables, les propositions plus audacieuses de la Commission sont rejetées par les États (projet de taxation des carburants et de l'électricité en fonction de leur contenu énergétique et de leurs émissions en dioxyde de carbone, repoussé en juillet 2012) ou abandonnées (report *sine die* début décembre 2012 du gel de 900 millions de tonnes de quotas d'émission pour soutenir le prix du carbone sur le marché). Au niveau mondial, les problèmes de financement des pays riches prennent le pas sur les préoccupations de solidarité intergénérationnelle et intra-générationnelle, tout particulièrement sur l'aide à apporter aux pays en voie de développement menacés par le changement climatique, comme en témoignent les échecs répétés des négociations internationales sur l'après-Kyoto à Copenhague, à Cancun, à Doha.

Pourquoi ce mouvement de repli ? Essentiellement parce que l'analyse coûts-bénéfices sous-jacente souffre à la fois d'une préférence forte pour le présent, de la surévaluation des coûts immédiats de la politique environnementale et de la sous-évaluation, voire de l'omission, des bénéfices environnementaux et économiques, futurs ou immédiats. Le rôle des économistes de l'environnement est d'éclairer ces débats, en insistant particulièrement sur les aspects souvent ignorés.

Le changement climatique fournit un exemple frappant à la fois de ces insuffisances de raisonnement économique et des interdépendances entre les solutions à apporter aux problèmes macroéconomiques et environnementaux. Le consensus scientifique sur la réalité du phénomène, et sur ses causes principales, est maintenant quasi unanime. Ses conséquences sont de plus en plus clairement préfigurées par des perturbations climatiques de grande ampleur, dont la plus récente est la tempête Sandy. Les différences de traitement médiatique de ses conséquences, selon que celles-ci concernaient Haïti, Cuba ou New-York, ont d'ailleurs constitué une nouvelle démonstration de ce que la sensibilisation des pays riches à ce type de risque ne passe aujourd'hui que par l'expérience de leur propre vulnérabilité. Pourtant, l'alerte est désormais lancée quant aux impacts du changement climatique sur le niveau des océans ou la désertification,

sources vraisemblables de migrations déséquilibrant la population mondiale. Faute d'altruisme, la prise de conscience de ce potentiel effet boomerang aurait pu pousser les pays riches à l'action, et pourtant la communauté internationale ne parvient pas à conclure le moindre accord sur des engagements communs.

Par exemple, les États-Unis n'ont jamais accepté de ratifier le protocole de Kyoto et renâclent à tout engagement, pour éviter à leur population et à leurs entreprises des coûts jugés prohibitifs. Ils tablent sur le progrès technique en subventionnant la recherche et développement, et remplacent le charbon et le pétrole traditionnel par des huiles de schiste, au contenu en carbone plus faible, mais obtenues au prix de modes d'exploitation destructeurs des paysages et des ressources en eau. L'objectif n'est pas tant la réduction des émissions de dioxyde de carbone que le maintien de prix faibles pour les carburants et combustibles, en repoussant l'épuisement des ressources fossiles afin d'œuvrer pour l'indépendance énergétique du pays et la compétitivité de ses entreprises. Aveuglement court-termiste, malgré l'insistance mise par le rapport Stern en 2006 sur le coût de l'inaction...

Malgré leur vulnérabilité au changement climatique, mais en raison de leurs impératifs de développement économique, les pays pauvres sont soumis aux mêmes tensions entre court et long terme, entre développement économique et préoccupations environnementales. La déforestation pour étendre les surfaces cultivées se fait aux dépens du rôle de puits de carbone joué par les forêts tropicales ou de la protection de la biodiversité. Des quantités croissantes de terres sont utilisées pour produire des agro-carburants, au détriment des cultures vivrières et donc de la subsistance des populations locales. La dette écologique accumulée par les pays développés depuis la révolution industrielle leur imposerait pourtant le devoir moral d'aider au développement économique des pays les plus pauvres tout en limitant les effets de ce développement sur le climat. Comment concilier préservation de l'environnement et lutte contre la pauvreté ? C'est l'une des questions sous-jacentes au concept de développement durable.

Le débat qui s'engage en France sur la transition énergétique suscite les mêmes réserves sur l'opportunité de mener une politique environnementale volontariste perçue comme coûteuse pour l'économie. Il ne peut donc être envisagé indépendamment d'un autre débat d'actualité, celui sur la compétitivité des entreprises françaises.

En effet, lorsque se pose la question des places respectives du nucléaire et des énergies renouvelables dans le mix énergétique français, il est indispensable d'évaluer les coûts et les bénéfices de toutes les options et de tenir compte à la fois des risques spécifiques posés par l'industrie nucléaire (dans la phase d'exploitation des centrales comme pour la gestion et le stockage des déchets), des avantages respectifs des différentes technologies et des énergies primaires (en termes d'émissions de CO₂, de stabilité de la production d'électricité), mais aussi des possibilités effectives de substitution. Les conséquences des choix à venir ne concernent pas seulement l'environnement mais aussi, et peut-être davantage, le coût de l'énergie. Or, si l'on en juge par les réticences des entreprises face aux projets de fiscalité écologique, le prix de l'énergie joue une place importante dans leurs coûts. Ainsi, le débat sur la compétitivité ne se résume pas à la question du coût du travail à laquelle il est couramment réduit.

La crise ne peut pas justifier l'absence de stratégie environnementale



Mireille Chiroleu-Assouline,
Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CES, Paris School of Economics.

Membre de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement, au titre de personnalité qualifiée, elle enseigne l'économie de l'environnement et ses recherches portent sur le développement durable, les instruments économiques de régulation environnementale, dont la fiscalité environnementale et la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

Et, contrairement aux idées reçues, la mise en œuvre de politiques environnementales peut contribuer à la reconquête ou au renforcement de la compétitivité. L'une des raisons, jugée parfois trop optimiste et difficile à confirmer empiriquement, est donnée par l'hypothèse de Porter que l'on pourrait ainsi exprimer : de la contrainte naît l'innovation et de l'innovation résulte la compétitivité. L'enclenchement d'un tel cercle vertueux repose

néanmoins sur la réalisation d'un certain nombre de conditions nécessaires. Pour que les ménages ou les entreprises s'engagent dans un processus de substitution d'énergies propres aux énergies fossiles, il faut qu'ils y soient incités, ce qui passe par le renchérissement des énergies fossiles, via une fiscalité écologique ou un mécanisme de rationnement, comme le marché des quotas d'émission négociables mis en place au niveau européen. Encore faut-il que le signal-prix ainsi émis soit significatif et stable, ce qu'il n'est pas actuellement. En outre, ces substitutions peuvent exiger des investissements importants, comme c'est également le cas des projets de recherche et développement pour élaborer de nouvelles technologies. Ici aussi, en l'absence de subventions ciblées, le prix aujourd'hui trop faible des quotas sur le marché du carbone empêche les entreprises de trouver rentables à court terme des projets dont la réalisation maintenant sera d'une importance vitale demain. Une politique environnementale volontariste peut ainsi stimuler l'offre, via les incitations à l'innovation. Favoriser l'apparition d'une croissance verte apparaît donc comme un instrument puissant de politique économique aux multiples impacts bénéfiques ce qui confère un fort aspect multidimensionnel au champ de recherche que constitue l'étude des conditions de son apparition et de ses impacts.

ILS NOUS ONT REJOINTS

Jean Beuve, Maître de Conférences UP1



C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai rejoint le CES en septembre de cette année. En réalité, il s'agit pour moi d'une sorte de retour aux sources, puisque j'ai effectué une partie de mon cursus universitaire à l'université Paris 1 (mes deux premières années de Licence avant de rejoindre les bancs de l'ENS Cachan, puis mon Master 2 Recherche) et que j'y ai enseigné en tant que moniteur durant ma thèse. J'éprouve ainsi un grand attachement à l'Université Paris 1 et je suis ravi d'y faire mes premiers pas en tant que Maître de Conférences. Après une thèse réalisée à l'université Paris 11 sous la direction du Professeur Stéphane Saussier et portant sur les interactions entre modes de gouvernance formels et informels, mes travaux actuels continuent de porter sur l'économie des contrats, avec comme champ d'étude privilégié les Partenariats Public-Privé, mais aussi d'autres domaines d'application (moins récents) comme la France de l'ancien régime. J'espère pouvoir collaborer avec mes nouveaux collègues au sein du CES pour poursuivre mes travaux et démarrer de nouveaux projets.



Isabelle Fretin, Documentaliste

Après avoir été responsable d'une médiathèque d'Alliance Française en Chine, côtoyé des chercheurs CNRS en SHS à la Maison Française d'Oxford pendant deux ans, et initié les enseignants chercheurs de Paris 8 à HAL il y a encore quelques mois, me voici, depuis octobre 2012, fraîchement arrivée au Centre de documentation du CES, suite à la réussite d'un concours ITRF. J'aurai notamment en charge le signalement des collections.

Hélène Ollivier, Chargée de Recherche, CNRS



Après deux années sous le soleil californien, me voici de retour sous la pluie parisienne, et cela a son charme. Je suis très heureuse d'avoir rejoint le Centre d'Economie de la Sorbonne en octobre dernier en tant que chargée de recherche du CNRS, au sein de l'équipe Environnement. Si ce retour à Paris est un choix, l'appel du large s'est pourtant souvent fait sentir. J'ai découvert l'économie de l'environnement au cours d'une année Erasmus en Irlande, pendant ma formation à l'ENS de Cachan. Je suis partie faire un tour du monde avant de débiter ma thèse. Puis, faisant une thèse à l'École polytechnique sous la direction de Jean-Marc Bourgeon, je suis partie quelques mois à Vancouver pour rencontrer Brian Copeland dont les travaux liant commerce et environnement m'ont beaucoup inspirée, puis à Goteborg pour explorer les impacts des politiques de lutte contre la déforestation, ainsi qu'à Toulouse. Obtenant la bourse Ciriacy-Wantrup de l'Université de Berkeley, j'ai effectué un post-doctorat de deux ans en Californie au sein du département d'Economie agricole et des ressources naturelles de Berkeley. Là-bas, j'ai profité d'une richesse intellectuelle incroyable, et entamé des collaborations avec David Zilberman, Leo Simon et Antony Millner, sans oublier de découvrir l'Ouest américain. Les questions qui me passionnent portent sur l'interaction entre commerce et politiques environnementales (havre de pollution), sur la difficulté à mettre en place des politiques climatiques, que ce soit à l'échelle internationale (comment partager l'effort entre les pays ?) ou à l'échelle domestique (comment concilier les cycles électoraux, les divergences de croyance sur les dommages liés au changement climatique au sein de l'électorat, et une politique de réduction des émissions ?), ainsi que sur les mécanismes REDD. Ayant été très bien accueillie au CES, j'espère avoir bientôt le plaisir d'entamer avec vous des discussions, que ce soit sur l'état du monde ou plus sérieusement sur des sujets de recherche pouvant mener à de fructueuses collaborations.



Nathalie Lapeyre, Documentaliste

Arrivée au CES début octobre 2012, j'y ai rejoint l'équipe du Centre de documentation, où j'ai en charge l'acquisition des monographies et le suivi du système informatique de la bibliothèque (applications communes au centre de documentation et au SCD de Paris1). Pour évoquer mon parcours professionnel, je précise que j'ai travaillé à l'INIST-CNRS comme ingénieur-bibliothéconome (responsable du service des périodiques, achats, échanges et dons), ai été ensuite détachée sur un poste de conservateur à la bibliothèque des Archives départementales de Moselle (valorisation des fonds des bibliothèques « administrative » et « historique »), puis détachée sur un même poste à la Bibliothèque InterUniversitaire de Médecine de Paris (responsable du service des périodiques et, sur le site web, de ressources dédiées à la formation médicale continue des médecins (F.M.C.)). A ma

demande, j'ai réintégré le CNRS en histoire, comme ingénieur en analyse de sources, d'abord dans une UMR (CNRS-EHESS) autour du thème « historiographies franco-allemandes entre les deux-guerres et transferts culturels », puis au sein de l'UPS-CNRS « l'Année épigraphique », pour travailler à l'élaboration de la revue du même nom. Je souhaite mettre à profit et enrichir ces expériences professionnelles successives au sein du Centre de documentation du CES.

David Margolis, Directeur de Recherche, CNRS

Me voici de retour, après 3 années pleines d'expériences au U.S. Federal Reserve Board of Governors, puis en détachement auprès de la Banque Mondiale à Washington! Je suis arrivé en France des Etats-Unis, atterrissant au CREST pour la première fois en 1991, et le CES (et ses incarnations précédentes) est ma maison principale de rattachement depuis 1996, quand je suis revenu après deux années comme professeur adjoint (MCF) à l'Université de Montréal. Maintenant directeur de recherches CNRS, avec des intérêts divers (et encore plus variés après ces 3 ans) en économie de travail, économétrie, économie industrielle et, plus récemment, économie de développement, je retrouve enfin l'opportunité de creuser des idées qu'il a fallu mettre de côté faute de temps pour les poursuivre, et de nouer/renouer des collaborations fructueuses. Je compte me (ré)impliquer autant qu'avant mon détachement, au CES comme à l'Ecole d'Economie de Paris. Enfin, j'espère pouvoir reprendre et approfondir mes échanges si gratifiants, dans ces lieux si propices, avec vous tous.



Héloïse Petit, Maître de Conférences UP1



Après cinq années passées en détachement au CEE (Centre d'Etudes de l'Emploi), j'ai réintégré le CES à la rentrée dernière. Mon domaine de spécialité reste l'économie du travail. Mes recherches portent sur les liens entre les caractéristiques des entreprises (leur positionnement au sein du tissu productif et leurs pratiques de gestion de l'emploi) et les conditions d'emploi de leurs salariés (leur salaires et mobilités surtout). Mes années de détachement m'ont permis développer de nouveaux domaines de recherches (les relations professionnelles, la mobilité professionnelle et les groupes), de mobiliser de nouvelles sources statistiques mais aussi de rencontrer de nouveaux coauteurs avec qui je compte bien continuer de travailler (à commencer par Richard Duhautois et Thomas Amossé). Je suis aujourd'hui très heureuse de revenir au CES et j'espère y porter les fruits de ces années

passées à l'extérieur.

Benoît Rapoport, Maître de Conférences UP1

C'est en fait un retour. Après un DEA en économie du développement, à l'Université de Paris 1 déjà, je suis parti 2 ans en Afrique, avant de revenir faire ma thèse, sur les transferts et l'accueil de parents au Gabon, dans ce qui s'appelait alors le Lamia puis le Team, devenu par la suite une des composantes du CES. 2 ans à Montréal m'ont ensuite permis de découvrir la pratique de la recherche ailleurs qu'à Paris 1. J'ai ensuite passé 9 ans à la Drees (Ministère des Affaires Sociales et au Ministère de la Santé). Cette riche expérience m'a permis de commencer à comprendre comment s'élaboraient concrètement les politiques publiques. Mon expérience personnelle a porté principalement sur les politiques en matière de retraite, mais dans les bureaux voisins, on parlait prime pour l'emploi, rSa, politiques de santé ou dépendance. J'ai pu, au cours de cette période, observer l'intérêt croissant des économistes pour les processus d'élaboration des politiques publiques, et plus précisément sociales, qui a contribué, il me semble, à ancrer plus profondément depuis une petite vingtaine d'années, mais plus encore récemment, les chercheurs en économie dans le réel. Il est toutefois parfois frustrant de devoir mettre des idées, des projets et des collaborations de côté, comme ça a pu être le cas ces années récentes. C'est donc avec un grand plaisir que je retrouve le CES de l'Université de Paris, ainsi que l'Ined, comme maître de conférences et comme titulaire de la chaire mixte Paris 1-Ined d'économie démographique. Je retrouve certaines personnes, en découvre d'autres, et j'attends avec impatience de pouvoir reprendre des échanges féconds avec les chercheurs du CES - dans les domaines qui sont les miens (économie de la famille, retraites, trajectoires professionnelles...), mais pas seulement - et de pouvoir m'impliquer dans le développement du CES et des liens avec l'Ined.



Florence Simon, Chargée de Communication du Centre de Documentation



Bonjour à tous. Depuis septembre j'ai rejoint avec plaisir le Centre de documentation du C.E.S. après avoir travaillé pour la Direction de la Recherche et de la Valorisation et la Direction du Système d'Information de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Je m'occupe actuellement de la refonte du site Internet du Centre de documentation ainsi que de ses supports de communication.

Elena Stancanelli, Chargée de Recherche, CNRS

I am a researcher in economics with France National Research Center (CNRS), and as such I have joined Sorbonne Economics Research Center, University Paris 1, in September 2012. I am very happy to join you. My research interests are in the area of household economics, gender and retirement.

I have received a PhD in economics from the European University Institute in Florence in 1994 and an "Habilitation à diriger des Recherches" (HDR) in economics from Paris 1 University in 2007. I have published in leading economics journals like the American Economic Review Papers and Proceedings, the Journal of Labor Economics (JOLE), the Journal of Public Economics (Jpube), Economica, the Review of the Economics of the Household, Oxford Economics Bulletin, Applied Economics, the Annales d'Economie et Statistique, and so forth. Since 2009, I am associated editor of the Review of the Economics of the Household, an Elsevier Journal (impact factor in 2011: 0.643). I am also an IZA Research Fellow. I have edited a 2010 special number of the Review of the Economics of the Household on Household Savings and Time Allocation, together with Shoshana Grossbard, and a 2012 special volume of the "Annales d'Economie et Statistique" on Household and Individual Time Allocation, together with Olivier Donni and Bob Pollak. I have also acted as a referee for numerous journals including the Quarterly Journal of Economics (QJE), the Economic Journal (EJ), the Journal of Labor Economics (JOLE), the Journal of Public Economics (Jpube), Economica, Demography, the Journal of Population Economics (Jpopecon), Labour Economics, the Review of the Economics of the Household, Fiscal Studies, the Annales d'Economie et Statistique, Social Science Research, the International Journal of Manpower, and so forth. Recently, I write more than twenty referee reports per year.



823.394

C'est le nombre de bébés nés en France en 2011, en baisse par rapport à 2010 (-1 %).

Majoritaire depuis 2006, le nombre de naissances hors mariage continue d'augmenter : 55,8 % des bébés naissent hors mariage en 2011, contre 54,9 % l'année précédente et 44,7% dix ans auparavant

D'après un article publié dans la Tribune le 2 novembre 2012

Biagio Speciale, Maître de Conférences UP1



C'est un grand honneur pour moi d'avoir rejoint le Centre d'Economie de la Sorbonne. Je suis né à Catane, belle ville de Sicile, connue pour son architecture baroque et sa proximité avec l'Etna. J'ai obtenu mon Ph.D. en Economie à l'Université libre de Bruxelles. Mon activité de recherche est centrée sur l'analyse microéconométrique de l'immigration, une des plus importantes sous-branches de l'économie du travail. Mes travaux récents portent sur un sujet au centre des débats publics en France et dans plusieurs autres pays de l'OCDE : la régularisation des immigrants sans papiers et ses effets sur leur comportement économique. Le statut des immigrants a des conséquences importantes sur leur niveau d'intégration dans le pays d'accueil. Par exemple, le fait d'être en situation régularisée permet à l'immigré d'avoir un accès légal au marché du travail, au salaire minimum, et de bénéficier des systèmes de soins de santé. Du point de vue du pays d'accueil, l'immigré en situation régularisée va contribuer de manière optimale au système de taxation national. Dans mes travaux récents, j'ai aussi analysé l'impact des flux migratoires sur les dépenses publiques des pays de destination des migrants.

J'ai eu la chance de pouvoir approfondir mes compétences en économie de l'immigration et en microéconométrie pendant diverses périodes de travail à la University College London, centre d'excellence en Europe dans ces deux domaines. Je suis convaincu que le Centre d'Economie de la Sorbonne est pour moi l'endroit idéal pour continuer mes recherches et enseignements, grâce à sa position centrale dans le paysage scientifique international. Un grand merci à tous mes collègues qui ont rendu très facile mon acclimatation et qui rendent tous les jours cette expérience très enrichissante !



Thomas Vendryès, Maître de Conférences, Antenne ENS Cachan

C'est un grand plaisir et un grand honneur pour moi de rejoindre cette année le CES, et plus particulièrement son axe Développement et Mondialisation. Je retrouve ainsi la MSE, que j'avais eu l'occasion de connaître dans le cadre du Magistère d'Economie, il y a maintenant presque dix ans. Entre-temps, dans le cadre d'une thèse puis d'un post-doctorat, j'ai eu la chance de séjourner, successivement, à l'École d'Economie de Paris, à l'Université Normale de Pékin puis au laboratoire ADIS (Université Paris 11). Je suis maintenant Maître de Conférences au département de sciences sociales de l'ENS Cachan.

Dans la continuité de mon doctorat et de mon post-doctorat, mes recherches s'inscrivent toujours essentiellement dans le champ de l'économie du développement. Je m'intéresse tout particulièrement – mais pas exclusivement – aux problématiques liées au

développement rural, notamment aux comportements migratoires et aux institutions encadrant les droits fonciers. J'aborde ces thématiques principalement à partir du cas de la Chine contemporaine.

J'attends avec impatience de pouvoir échanger, discuter et collaborer avec l'équipe du CES !

THÈSES SOUTENUES

Benjamin Carton, « Trois essais en économie monétaire », soutenue le 24 juillet 2012. Directeur de thèse : Michel Juillard.

Gaëlle Ferrant, « Gender inequality in developing countries and time-use », soutenue le 3 septembre 2012. Directeur de thèse : Catherine Sofer.

Mafini Dosso, « Systèmes nationaux d'innovation et dynamiques des spécialisations technologiques et productives », soutenue le 4 septembre 2012. Directeur de thèse : Bernard Paulré.

Farhan Akbar, « Essais sur application des méthodes VaR sur le portefeuille de la dette publique extérieure du Pakistan », soutenue le 7 septembre 2012. Directeur de thèse : Thierry Chauveau de Vallat.

Stéphane Thomas, « Étude sur les mesures de risque : fondements théoriques et nouvelles perspectives », soutenue le 7 septembre 2012. Directeur de thèse : Thierry Chauveau de Vallat.

Alexandra Le Chaffotec, « Autorité et performance dans les réseaux : l'exemple de la production de soins par le centre de référence maladies rares », soutenue le 12 septembre 2012. Directeur de thèse : Claude Ménard.

Adeline Bachellerie, « Essai sur l'intégration régionale et la politique budgétaire », soutenue le 27 septembre 2012. Directeur de thèse : Jean-Pierre Laffargue.

Nicolas Roux, « Three essays in information economics », soutenue le 21 novembre 2012. Directeur de thèse : Jean-Marc Tallon.

Mouyad Al Samara, « Exchange rate policy and the modeling of its impact on inflation and output: evident from syrian economy », soutenue le 23 novembre 2012. Directeur de thèse : Mathilde Maurel.

Claus Zimmermann, « Essays on the law economics of international economic dispute settlement », soutenue le 26 novembre 2012. Directeur de thèse : Pierre Kopp.

Hafida El Younsi, « Le recentrage des entreprises non financières : analyse sur longue période en Europe et au États-Unis », soutenue le 28 novembre 2012. Directeur de thèse : Bernard Paulré.

Irène Nabil Wahib Selwaness, « Emploi et niveau de vie des séniors : une analyse théorique et empirique du système de pré-retraite en Égypte », soutenue le 30 novembre 2012. Directeur de thèse : Véronique Simonnet.

Florent Buisson, « Quatre essais en Théorie du consommateur : aversion pour la perte et modèles de recherche », soutenue le 30 novembre 2012. Directeur de thèse : Jean-Marc Tallon.

VERS D'AUTRES HORIZONS

Christophe Boucher, Professeur Université de Metz

Sophie Divay, MCF, Université de Reims

François Facchini, Professeur Université Paris 11

Nicolas Jacquemet, Professeur Université de Nancy

Le CES adresse ses félicitations et souhaite une agréable retraite à :

**Jean-Claude Barbier,
Annie Bueno,
Bernard Gazier,
Monique Kerleau,
Jean-Dominique Lafay,
Jean-Pierre Laffargue,
Marie-Thérèse Letablier
et André Zylberberg**

INVITES AU CES

Georges Dionne, HEC Montréal- Canada Research Chair in Risk Management, Décembre 2012

Matti Liski Aalto, University, Helsinki, novembre-décembre 2012

Christopher Meissner, UC DAVIS, Department of Economics, octobre 2012

LES NOUVEAUX DOCTORANTS

- **Ahmed Ezzat Riham**, sous la direction de Carine Staropoli : « Regulation, ownership and competition in telecommunication industry: the case of MENA region ».
- **Alpman Anil**, sous la direction de François Gardes : « Analyse économique des normes sociales : une comparaison entre pays développés et en développement. Théorie et applications empiriques ».
- **Bastianello Lorenzo**, sous la direction de Alain Chateaufort : « Impatience - Comparison between investment projects ».
- **Belkacem Meriem**, sous la direction de Christian de Boissieu : « L'assurance islamique : cas du Maroc ».
- **Belova Alexandra**, sous la direction de Philippe Gagnepain : « Estimation de la demande des consommateurs de services de transport aérien ».
- **Bernard Anna**, sous la direction de Louis Lévy-Garboua : « Nouveauté, interactions sociales et équilibre des prix sur le marché de la musique : approches expérimentales ».
- **Biheng Noé**, sous la direction de Jean-Marc Bonnisseau : « Equilibres économiques réguliers et nouveaux modèles de décision dans l'incertain ».
- **Blain Bastien**, sous la direction de Guillaume Hollard : « Fatigue cognitive ciblée et prise de décision: mise en évidence et étude par neuro-imagerie ».
- **Burhani Obaidullah**, sous la direction de Jean-Claude Berthelemy : « The dynamic impacts of agricultural output and productivity on poverty: what is the role of foreign aid in affecting agricultural output and poverty ? »
- **Castelletti Ferreira Barbara**, sous la direction de Hubert Kempf : « Essays on fiscal rules ».
- **Cywinska Malgorzata**, sous la direction de Gunther Capelle-Blancard : « Motivations of socially responsible investors ».
- **Dechaux Pierrick**, sous la direction de Jérôme Lallement : « Les indicateurs de confiance des consommateurs : théorie, histoire et méthodologie ».
- **Dogo Nean**, sous la direction de Christian de Boissieu : « A new model of monetary policy ».
- **Eliseeva Anna**, sous la direction de Elena Stancanelli : « Gender inequality vs. development : does gender equality in political representation boost development ? »
- **Gazel Marco Antonio Jr.**, sous la direction de Louis Lévy-Garboua : « Can behavioral and experimental economics help us improving education and educational system ? »
- **Hinz Julian**, sous la direction de Matthieu Crozet : « International trade and foreign policy ».
- **Hong Ying**, sous la direction Roland Lantner : « Research on productivity improvements of digital information resources ».
- **Hyafil Jean-Eric**, sous la direction de Jean-Marie Monnier : « Simuler les effets d'un revenu universel sur les inégalités de revenu, les inégalités géographiques de développement et la structure de la production ».
- **Kara Karim**, sous la direction de Christian de Boissieu : « Gestion des risques dans le cadre de la finance islamique ».
- **Kubik Zaneta**, sous la direction de Mathilde Maurel : « Climate change and migration in developing countries ».
- **Levionnois Charlotte**, sous la direction de Christine Erhel : « L'intégration des étrangers sur le marché du travail : comparaison France-Etats-Unis ».
- **Lu Desai**, sous la direction de Xavier Greffé : « Liberté et contrainte : une analyse économique des choix éducatifs en Chine ».
- **McIsaac Florent**, sous la direction de Gaël Giraud : « Construction et calibration d'un modèle DSGE avec secteurs financiers et monétaires prenant en compte les contraintes énergétiques ».
- **Nguyen Duy Manh**, sous la direction de Lionel Fontagné : « Investissements directs étrangers et chaînes de valeur : une analyse en équilibre général ».
- **Nunez Rocha Thais**, sous la direction de Mireille Chiroleu-Assouline : « Environmental economics and trade ».
- **Pinter Julien**, sous la direction de Christian Bordes : « Actions et solidarité financière des banques centrales ».
- **Pizzo Alessandra**, sous la direction de François Langot : « Labor market and tax policy ».
- **Precup Mihai**, sous la direction de Christian de Boissieu : « La performance du capital-investissement en Europe de l'Est pendant la période d'après la crise des subprimes ».
- **Presidente Giorgio**, sous la direction de Fabrizio Coricelli : « Human

capital, productivity and the timing of reforms ».

- **Ranjbar Ravasan Farshad**, sous la direction de Fabrizio Coricelli : « Structural change, endogenous technological progress and the current account ».
- **Rey Juliette**, sous la direction de Jean-Philippe Tropeano : « Les aides d'Etat en Europe : une analyse économique de la procédure de contrôle ».
- **Stemmer Michaël**, sous la direction de Mathilde Maurel : « Essays on volatile capital flows an emerging market debt crises ».
- **Veljanoska Stefanija**, sous la direction de Katrin Millock : « Agriculture, risk behaviour and insurance ».
- **Vinas Frédéric**, sous la direction de Jean-Bernard Chatelain : « Politique macroprudentielle en zone euro : quels impacts de Bâle 3 sur le secteur bancaire ? Quelle réglementation bancaire optimale ? Quelle mesure du risque systémique ? »
- **Wölfing Nikolas**, sous la direction de Katheline Schubert : « Asymmetric pass-through of emission allowance prices to wholesale electricity prices ».
- **Yilmaz Gurkan Suha**, sous la direction de Christian de Boissieu : « (Nouvelle) Mesure de risque - Performance des hedge funds ».
- **Zhutova Anastasia**, sous la direction de Jean-Olivier Hairault : « Unconventional monetary policy ».

LES PRIX ET DISTINCTIONS

Agnès Bénassy-Quéré a été désignée par le Premier Ministre comme Présidente-déléguée du Conseil d'analyse économique, avec effet au 1er octobre.

Mireille Chiroleu-Assouline été nommée membre du jury du second Concours national d'agrégation.

Thai Ha-Huy a reçu le prix de chancellerie 2012 Pirou/Aguirre-Basualdo, pour sa thèse soutenue en novembre 2011 « Equilibre sur les marchés financiers - Croissance optimale et bien-être social » sous la direction de Cuong Le Van.

Jérôme Lallement a été élu au Comité national de la recherche scientifique, section 37.

Il a également été désigné comme membre du conseil scientifique de la Fondation Maurice Allais.

Tonia Lastapis est élue C au Comité national de la recherche scientifique, section 37.

David Margolis a été nommé membre du jury du second Concours national d'agrégation

Sophie Osotimehin a reçu le prix 2012 de thèse monétaire, financière et bancaire décerné par la Fondation Banque de France, pour sa thèse soutenue en 2011 sous la direction de Jean-Olivier Hairault (PSE) : « Aggregate fluctuations and market frictions: the role of firm and job flows ». Depuis septembre 2012, elle est Assistant Professor à l'Université de Virginie (UVA, Etats-Unis).

Agnieszka Rusinowska a été nommée au Comité national de recherche scientifique, section 37.

EXPERTISES

M.-A. Barrère-Maurisson

France Télécom - Orange (avec l'agence Equilibres) : campagne nationale sur l'égalité professionnelle, 20/09/2012, <http://vimeo.com/49451774>

Claude Ménard

Expertise: Banque Mondiale, 'Barriers to Private Firms Dynamism in Tunisia'

Katrin Millock

Expertise : Determinants of organic food consumption (OECD Environment Directorate)

PROMOTIONS

Le Master QEM a été renouvelé pour 5 ans : 2013-2018 - <http://erasmusmundus-qem.univ-paris1.fr/>

Philippe Bich, Habilitation à diriger des recherches

Jezabel Couppey-Soubeyran : Habilitation à diriger des recherches (12 juillet 2012), "la structure du financement de l'économie et ses incidences en termes d'instabilité et de régulation", sous la direction de JB Chatelain

Véronique Malet-Ferroni, Ingénieure de Recherche 1

LABO EN PRATIQUE



Travaux collaboratifs du CES financés par l'ANR

Avec l'appui de l'ANR, depuis 2005, le Centre a développé une politique partenariale et permis de construire des collaborations nouvelles. L'ANR a soutenu une vingtaine de projets au CES, dont la moitié dans le cadre du programme Blanc. L'expérience est riche, collective et permet, grâce aux soutiens financiers, d'accélérer les résultats, en soutenant des méthodes expérimentales nouvelles, en favorisant les publications sur des thématiques diversifiées : le marché de l'art, l'économie du genre, les dimensions de l'inégalité, la décision face aux risques, la consommation et l'épargne des ménages, l'environnement et les ressources naturelles sont quelques exemples non exhaustifs. Sur les 8 axes de recherche du Centre, 7 ont eu un appui de l'ANR à une période donnée. Le CES a pu, à travers ces contrats, participer à des études fondamentales en économie, à des recherches interdisciplinaires, notamment avec la participation de chercheurs en neurosciences, à des travaux plus appliqués, comme la collaboration avec l'Institut National de Recherche sur les Transports dans le cadre du programme "Villes Durables".

Cette diversité d'activités ne s'arrête pas à la clôture du contrat. D'autres projets s'ouvrent, parfois à l'international, même si les supports budgétaires de l'ANR pour les collaborations internationales restent pour le moment marginaux. La plupart des projets retenus par l'ANR au niveau du CES s'appuient sur des collaborations déjà confirmées par des publications. Mais on est loin des consortiums qui sont financés par l'Union européenne. Les contrats tournent avec trois partenaires en moyenne. Autant sur le programme blanc, le pilotage scientifique s'arrête à l'évaluation du projet par les experts, autant sur les autres programmes, il existe un pilotage scientifique qui accompagne le coordinateur et ses partenaires tout au long du contrat, en suscitant des réunions, des débats et permettant d'avoir un retour critique sur les rapports effectués. Impossible en revanche d'orienter différemment un contrat pendant son exécution, ou de changer de partenaires en cours de route. Dans l'ensemble, la réussite d'un contrat ANR tient à la qualité de la coordination.

Même si la qualité du partenariat n'est pas au rendez-vous, les résultats sont toujours porteurs de développements ultérieurs et ne s'arrêtent pas aux publications. La part du risque tient le plus souvent à la qualité du recrutement contractuel effectué. Dans ce domaine, il n'est pas rare de voir un contractuel partir avant la fin du contrat. Même si les chercheurs doivent ajuster leurs projets à la demande publique, dans l'ensemble les coordinateurs de contrats ANR au CES sont prêts à renouveler l'expérience, preuve s'il en est, que ce mode d'activité est source d'équilibre et d'enrichissement professionnel.



Barbier Jean-Claude, *The Road to social Europe, a contemporary approach to political cultures and diversity in Europe*, juillet 2012, Routledge, 222 p.



Corsani Antonella, M.C.Bureau (dir.), *Un salariat au delà du salariat ?*, PUN, 360 p.



Giraud Gaël, Renouard Cécile, *Facteur 12. Pourquoi il faut plafonner les revenus*, avril 2012, Carnets Nord, 260 p.



Ramaux Christophe, *L'Etat social. Pour sortir du chaos néolibéral*, mars 2012, éditions Mille et une nuits, 472 p.

Barrère-Maurisson M.-A., « L'évolution des rôles masculin et féminin au sein de la famille », in *Comment va la famille ?*, Cahiers français, n° 371, novembre-décembre 2012, La Documentation Française, pp. 22-29.



Giraud Gaël, *Illusion financière : pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se taire*, septembre 2012, éd. de l'Atelier, 176 p.



Ménard Claude, *L'Economie des Organisations*, 3e édition entièrement revue, mars 2012, collection Repères, La Découverte, 128 p.



INTERVENTIONS MÉDIATIQUES

Hippolyte D'Albis

- Entretien avec PM Deschamps pour Enjeux Les Echos, novembre 2012
- Un regard différent pour apprécier l'orientation des prix. Interview pour l'Agefi Actifs, 12 octobre 2012
- Participation à l'émission « Les matins d'été » sur France Culture, 15 août 2012
- « 7 milliards d'hommes ». Interview pour Problèmes Economiques, 20 juin 2012

Agnès Bénassy-Quéré

- Voyage au bout de la Crise, sur France 5 le 27 novembre 2012 à 20h40.
- Du sérieux en économie, Le Monde Eco&Entreprise, 20 novembre 2012

Gunther Capelle-Blancard

- La City a-t-elle encore dépassé les bornes ?, France Culture, 9 juillet 2012

Antonella Corsani

- Soirée-débat à la librairie Le Livre Ecarlate Paris 14ème autour du livre *Un salariat au-delà du salariat ?*, 23 novembre 2012
- Invitée au Festival des Libertés à Bruxelles pour le Débat de clôture du Festival : L'art dans la toile : piège ou tremplin ? Théâtre National, 27 octobre 2012
- Entretien dans l'hebdomadaire La Tribune, Rétablir une fiscalité redistributive, 4 mai 2012

Jézabel Couppey-Soubeyran

- Union bancaire : non à la supervision des banques par la BCE, Economie matin.fr, 5 novembre 2012
- Non les banques ne sont pas trop taxées !, Telos, (tribune en coll. avec G. Capelle-Blancard), 12 juillet 2012
- Peut-on superviser les banques sans argent ?, Telos, (tribune en coll. avec G. Capelle-Blancard), 26 octobre 2012
- La BCE qui abaisse son taux : une décision riche d'enseignements, Le cercle les Echos, (tribune en coll. avec E. Carré), 5 juillet 2012
- « Finance et confiance », et management n°144, Centre national de la Documentation pédagogique (CNDP), juin 2012
- « La courbe de demande », Alternatives économiques n°316, septembre 2012
- « La courbe d'offre », Alternatives économiques n°317, octobre 2012
- « La courbe des taux », Alternatives économiques n°318, novembre 2012

Pierre Fleckinger

- « Comment le Prix Nobel d'économie peut vous aider à trouver la femme idéale » (avec Eduardo Perez-Richet), La Tribune, 17 décembre

Jérôme Gautié

- participation à l'émission « Du grain à moudre », sur France Culture, le consacré à « Qu'est-ce qu'un salaire juste ? », 4 juin 2012

Gaël Giraud

- Annonce Lancement du livre « Illusion financière » en partenariat au Centre Sèvres, Pelerin, 4 octobre 2012
- LAVIE.FR – « Le livre de la semaine » par Christine Monin
- La Croix, 09 octobre 2012
- Terra Eco, 16 octobre 2012
- Golias – n°259, semaine du 18 au 24 octobre 2012
- « Eco & Entreprises », Le Monde – Supplément, Recension du livre – 22 octobre 2012
- « L'interview Eco », Europe 1, invité de Jean-Luc Evraud, 12 octobre 2012
- « Engager une transition Ecologique », Europe 1, 12 octobre 2012
- L'Express – Blog, recension de l'ouvrage Illusion financière, 27 octobre 2012
- « La chronique de Jean-Claude Guillebaud », Le Nouvel Observateur p.10, 25 octobre 2012
- L'Expansion, 07 novembre 2012
- Le Figaro – « Pages Opinions débats » – Recension du livre avec couv par M-L Bonavita, 12 novembre 2012
- FINYEAR.COM, 13 novembre 2012
- BFM TV – « Le 20H30 » - Interview avec Gaël Giraud pour son livre avec Hedwige Chevillon – 21 novembre 2012

- RFI – « Religions du Monde » - Gaël Giraud invité de Geneviève Delrue, 18 novembre 2012
- Espace social Europeen – Hebdo – Recension du livre 18 novembre 2012
- Une page pour éclairer sur le livre Témoinage Eco, décembre 2012
- RCF - Libre essai -2« L'illusion financière ou le nouveau veau d'or » - 26 novembre 2012

Eléni Iliopoulos

- « La crise invite à une refonte de la modélisation économique et financière », AGEFI, novembre 2012
- Cyprus, Radio France International, juin 2012

Kristel Jacquier

- Social groups that fear market liberalisation and competition for jobs are also more likely to mistrust the EU, Blog LSE, 23 octobre 2012

Bernard Gazier

- Voyage au bout de la Crise, France 5, 27 novembre 2012 - 20h40

Angela Luci-Greulich

- « La maternité en Allemagne – pourquoi les Allemandes font-elles si peu d'enfants ? », Radio France Internationale, novembre 2012
- « Le modèle économique allemand – peut-il servir comme modèle pour la France ? », France Culture, novembre 2012
- « Le travail des femmes favorise la remontée de la fécondité », La Recherche, novembre 2012

Jean-Marie Monnier

- « Comment le gouvernement peut-il trouver 10 milliards d'euros ? », La Croix, vendredi 22 juin 2012
- « Hollande veut-il tuer le pouvoir d'achat ? », Rue89, 19 juillet 2012

Christophe Ramaux

- « Indépassable Keynes (même le FMI l'admet !) », Politis, n°1224, 25 octobre 2012
- « L'austérité plonge les pays dans la récession », L'Humanité, 19 septembre 2012
- « Sus à l'orthodoxie budgétaire défendue par la Cour des comptes ! », (avec Jean-Marie Harribey, Dominique Plihon, Pierre Khalfa, Stéphanie Treillet, Edwin Le Héron) Le Monde, 18 juillet 2012
- invité du Journal de 19h, Public Sénat le 5 juin 2012
- « Réhabiliter l'Etat social, les dépenses publiques et l'impôt », Xerfi Canal, 06 juin 2012
- Emission Le débat de midi sur le thème « Où en sommes nous de la moralisation des banques? », France Inter, 16 août 2012
- Emission Du grain à moudre sur le thème « Hollande sera-t-il le nouveau Schröder? », France Culture, 15 novembre 2012
- Voyage au bout de la Crise, France 5, 27 novembre 2012 - 20h40

Katheline Schubert

- Dans L'économie en questions, France culture, 10 novembre 2012

Carine Staropoli

- « Ce que va changer la nouvelle tarification du gaz et de l'électricité », Challenges, 5 septembre 2012

Viviane Tchernonog

- « L'avenir non écrit des associations », (avec Hugues Sibille), Le Monde, supplément associations du 25 octobre 2012
- « La crise oblige les associations à revoir leurs pratiques », Interview dans La Croix, 25 octobre 2012

Josselin Thuilliez

- « Maladies infectieuses : le retour ? », Inserm actualités, Bar des sciences – INSERM/CNRS, octobre 2012

Carlo Vercellone

- Interview sur la « Taxe Tobin », émission Il diario della crisi, Radio Uni-Nomade (Italie), 31 octobre 2012

Responsable Éditoriale

Tonia Lastapis :

tonia@univ-paris1.fr

avec la collaboration

d'Anna Egea

anna.egea@univ-paris1.fr

Responsable scientifique

Jean-Marc Tallon